

Offre d'emploi

Juriste commande publique

Direction des ressources et des systèmes d'information

Descriptif de l'offre

- Poste à pourvoir à partir de décembre 2022
- Lieu de travail : Paris 14^{ème} (quartier gare Montparnasse)
- Type de contrat : poste ouvert aux contractuels (contrat de droit public de 3 ans pouvant évoluer vers un CDI) et aux fonctionnaires de catégorie A (contrat de détachement de même durée)
- Conditions de travail attractives : rémunération selon profil et expérience ; télétravail possible jusqu'à trois jours par semaine (sous réserve des nécessités de service), pack informatique pour le télétravail (écran, clavier, souris, casque, ordinateur et téléphone portable), offre mutuelle/prévoyance avec prise en charge à 60% des frais correspondants, tickets restaurants.

L'Autorité de régulation des transports

L'Autorité de régulation des transports (ART) est une autorité publique indépendante (API). Elle a été créée en 2009 sous le nom d'Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF) avec pour principale mission d'accompagner l'ouverture à la concurrence du marché du transport ferroviaire. Ses missions de régulation économique ont été élargies d'abord aux secteurs du transport collectif routier de voyageurs et des autoroutes concédées en 2015, puis aux secteurs aéroportuaire, des transports publics urbains en région Île-de-France ainsi qu'aux services numériques de mobilité en 2019.

Pour lui permettre d'assurer pleinement ses missions de manière indépendante, l'Autorité dispose de larges pouvoirs. Elle est dotée de la personnalité morale, de ressources propres et dispose ainsi de l'autonomie financière. Ses avis, décisions et rapports sont adoptés par un collège de cinq membres permanents, dont le président, choisis pour leurs compétences économiques, juridiques ou techniques dans le domaine des services numériques ou du transport, ou pour leur expertise des sujets de concurrence. Les services de l'Autorité, dont les effectifs s'élèvent désormais à près d'une centaine d'agents, sont composés de collaborateurs engagés et d'un haut niveau d'expertise (économistes, juristes, experts sectoriels, auditeurs/analystes financiers, analystes de données).

Au cœur d'une structure dynamique qui croît régulièrement tout en accompagnant ses collaborateurs dans leur progression individuelle, vous développerez votre potentiel dans un environnement bienveillant et contribuerez à construire la régulation économique du secteur des transports, qui constitue un pilier essentiel à la vie économique et sociale des territoires et dont l'environnement actuel est marqué par de nombreux défis, tant sur les plans écologique ou économique que numérique. Vous participerez, ainsi, dans un environnement stimulant, au suivi et au bon fonctionnement du marché dans l'ensemble des secteurs que l'Autorité régule, au bénéfice des usagers.

Missions

La direction des ressources et des systèmes d'information (DRSI) regroupe les services « support » nécessaires au bon fonctionnement de l'Autorité : gestion des ressources humaines, des affaires budgétaires et comptables, des systèmes d'information, des achats publics et moyens généraux, des procédures, de la performance, du contrôle interne et de la qualité.

Le service des achats, de la commande publique et des moyens généraux est composé d'un chef de service, d'une responsable de la commande publique et des moyens généraux et d'un chargé d'intendance et des moyens généraux.

Placé(e) sous l'autorité du chef du service de la commande publique des achats et des moyens généraux, le (la) titulaire du poste participe à la mise en œuvre des procédures d'achat dans le respect du code de la commande publique et assure notamment les missions suivantes :

- Définition du besoin
 - o Organisation et participation aux réunions avec les services acheteurs ;
 - o Définition de la procédure optimale.
- Élaboration des documents de consultation : rédaction des pièces administratives en cohérence avec les documents techniques :
 - o Définition des critères de choix et de leur pondération ;
 - o Rédaction des actes d'engagement, des cahiers des clauses administratives particulières (CCAP) et des règlements de la consultation.
- Suivi de la procédure :
 - o Rédaction des avis de publicité ;
 - o Mise en ligne sur la plateforme de publication dématérialisée ;
 - o Traitement des questions et diffusion des réponses ;
 - o Téléchargement des plis.
- Clôture de la procédure
 - o Analyse des offres et rédaction des rapports d'analyse en collaboration avec les services acheteurs ;
 - o Rédaction des courriers de rejet et d'attribution ;
 - o Notification des contrats.
- Suivi de l'exécution des contrats :
 - o Rédaction des actes modificatifs et des actes spéciaux de sous-traitance ;
 - o Gestion des incidents : pénalités et mises en demeure.

Le (la) juriste commande publique identifie les risques et veille au respect de la régularité et de la qualité des procédures initiées.

Profil

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures de niveau master 2 (bac+5) de droit public, avec une spécialisation en commande publique, vous disposez d'une première expérience de 2 à 3 ans minimum réussie sur un poste similaire.

Compétences

Savoir être :

- Aptitudes relationnelles ;
- Rigueur, sens de l'organisation, réactivité et disponibilité ;
- Discrétion, loyauté et sens de la confidentialité ;
- Sens du travail en équipe ;
- Capacité à rendre compte efficacement de ses travaux à sa hiérarchie.

Savoir-faire / Savoir :

- Maîtrise du code de la commande publique ;
- Capacités d'analyse et de synthèse ;
- Aisance dans la communication orale et compétences rédactionnelles ;
- Capacité à mener une réunion ;
- Capacité à organiser son travail de manière autonome et à gérer plusieurs dossiers en parallèle ;
- Capacité à respecter les délais et gérer les priorités,
- Maîtrise du pack office (Word, Excel, PowerPoint) ;
- **Le plus : une expérience réussie au sein d'une structure publique et la connaissance de la plateforme AWS.**

Candidature

Les dossiers de candidature (lettre de motivation, curriculum vitae, références éventuelles et, pour les fonctionnaires, les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel) sont à adresser par courriel à : recrutement@autorite-transport.fr.